

PREMIER DE L'ABONNEMENT...
POUR LES ETATS-UNIS...
POUR L'ETRANGER...

Le Numéro
Cinq Sous

PREMIER DE L'ABONNEMENT...
POUR LES ETATS-UNIS...
POUR L'ETRANGER...

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Soul Journal Français Quotidien au Sud

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI, MATIN, 9 FEVRIER 1897.

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS...
OFFICE DE L'ABONNEMENT...
POUR LES ETATS-UNIS...
POUR L'ETRANGER...

Le plan de réformes adopté par l'Espagne pour l'île de Cuba

Enfin, nous savons à quoi nous en tenir sur les véritables intentions du gouvernement espagnol à l'égard de sa colonie de Cuba, et sur les réformes qu'elle veut établir dans l'île. Nous le savons, mais non pas par les racontars plus ou moins hasardés, par les commentaires plus ou moins intéressés des soutiens de l'insurrection ou des partisans de la métropole.

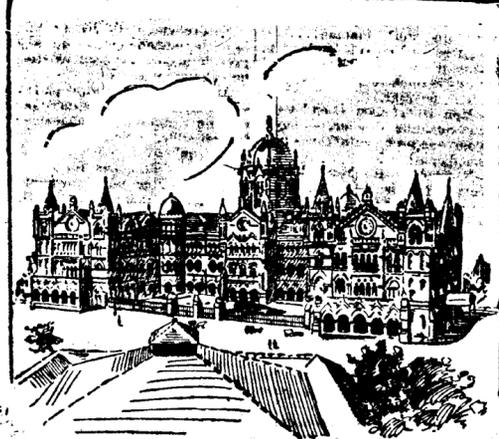
Cette fois, c'est le gouvernement de Madrid qui parle nettement et s'engage formellement. Il vient de publier tout un plan de réformes. Ce ne sont plus de vagues promesses. Il y a, dans ce plan, une série d'applications les plus larges de ce que nous entendons, à notre époque, par l'autonomie d'une colonie — le "self government", comme on dit ici; la décentralisation, comme on dit en Espagne.

Si nous en croyons l'analyse que donne le ministre d'Espagne à Washington, le gouvernement espagnol veut appliquer tout le programme d'un bout à l'autre, franchement, loyalement, sans hésitation, sans arrière-pensée. Mais en même temps, il déclare nettement que ce n'est ni la peur ni l'épouvante qui lui dictent sa conduite. A aucun prix, il ne cédera sur la question de souveraineté.

Il est prêt à continuer la lutte avec plus d'énergie que jamais. Nous ignorons ce qu'on veut décider les cubains, en supplantant qui ils soient réellement maîtres chez eux. Il est difficile de démêler la vérité au milieu des erreurs et des exagérations de tout genre que l'on nous débite, à chaque instant, sur cette île infortunée, et qui trop souvent se contredisent de la façon la plus scandaleuse. Mais il nous semble qu'il offre à eux en ce moment, une excellente occasion de mettre un terme aux maux dont ils souffrent, depuis si longtemps, et qui ne peuvent aboutir qu'à la ruine complète de la partie des Antilles.

AUX ELEGANTES.

On sait que le culte de la beauté est pour les Américaines un art de soins très minutieux. Les femmes, même les plus sévères, attachent à la plus grande importance à leurs avantages extérieurs et de mille façons elles cherchent à développer les dons de la nature, ou à suppléer. Les soins sont l'objet d'une étude toute particulière afin d'être mis en rapport avec la physiologie. Lors qu'elle est trop soignée on les épilo.



La plus grande gare de chemin de fer du monde.
La ville de St-Louis, croyait-on jusqu'à tout dernièrement encore, avait la plus belle station de chemin de fer aux Etats-Unis, et une des plus vastes du monde.
De ces stations, la plus somptueuse, paraît-il, est celle de Bombay, à la construction de laquelle des milliers d'ouvriers ont travaillé pendant six ans. Elle a coûté \$19,000,000, et a une façade de 1,500 pieds.

L'OPINION

M. DE CHAUDROY, ANCIEN AMBASSADEUR.

SUR LE VOYAGE DU COMTE MOURAVIEV.

Le voyage du comte Mouraviev, dit M. de Chaudroy, ne peut être considéré que comme un événement heureux. Il ne doit avoir en effet d'autre but que de confirmer et de resserrer l'alliance franco-russe. L'attachement de ce diplomate à la France, jusqu'à ce jour, est attesté par un principal, pour ne pas dire uniquement, profité à la Russie. Cette puissance en a retiré des avantages matériels des plus importants, tandis que la France n'a obtenu que des satisfactions de sentiment. On commente à s'étonner chez nous de la prolongation de cette situation inégale et l'on en éprouve une déception qui se fait jour dans les organes de l'opinion.

Le gouvernement russe est trop avare pour ne pas avoir remarqué ces symptômes et pour n'en pas tenir compte. Il doit comprendre que le moment est venu de provoquer à la France qu'il entend pas l'alliance qu'il lie à notre pays dans le sens d'un contrat qui ne doit porter d'avantages qu'à l'une des parties contractantes.

Il est de toute évidence qu'en matière de réformes, le ministre des affaires étrangères de venir à Paris pour visiter les autres capitales, l'empereur Nicolas a voulu complaire à la France.

De quelle nature sont les négociations qu'abordera le comte Mouraviev? Faut-il croire que son voyage n'a d'autre but que d'invoiter M. le président de la république et M. le ministre des affaires étrangères à se rendre à Saint-Petersbourg? On ne saurait l'admettre. Sans doute, cette démarche serait de nature à flatter l'amour-propre de notre gouvernement. Mais le pays, tout sensible qu'il ait été aux satisfactions de cette nature qui lui ont été données jusqu'à présent, ne trouverait pas cette compagnie d'avantages plus sérieux.

Une question des plus graves est actuellement pendante: c'est la question d'Orient. Les intérêts de la France y sont engagés autant que ceux de la Russie, mais à des titres différents. Jusqu'à présent, notre rôle est borné à rendre à notre alliée des services dont le résultat a été de prolonger une situation anarchique qui livre l'Empire ottoman à son infirmité. Tel n'est pas cependant l'intérêt de la France. Elle n'a pas d'ambitions territoriales à rechercher du côté de la Turquie. Mais il lui importe de ne pas compromettre la situation que lui donne en Orient le rôle de protecteur des chrétiens.

Il ne peut se faire qu'il assiste plus longtemps, impuissant, à l'extermination de populations sans lesquelles il a le droit d'exercer sa protection.

"Sans doute, la réclamation pour ces populations des réformes et des garanties de sécurité. Mais ces réclamations, l'événement ne le prouve que trop, n'ont qu'une portée platonique, tant qu'elles ne sont pas accompagnées de mesures propres à obtenir par la contrainte ce qu'on n'a pu obtenir autrement. L'Angleterre, dans ce but, a placé depuis longtemps sur ce terrain et la publication du Livre blanc prouve combien elle avait raison. Il est regrettable que nous ayons tant tardé à la suivre dans cette voie, la seule efficace. Il est également fâcheux que, lorsque le comte Gourchakov a proposé d'augmenter le nombre des stationnaires à Constantinople, nous ne nous soyons pas ralliés à sa proposition pour le faire triompher.

L'OPINION

M. DE CHAUDROY, ANCIEN AMBASSADEUR.

SUR LE VOYAGE DU COMTE MOURAVIEV.

Le voyage du comte Mouraviev, dit M. de Chaudroy, ne peut être considéré que comme un événement heureux. Il ne doit avoir en effet d'autre but que de confirmer et de resserrer l'alliance franco-russe. L'attachement de ce diplomate à la France, jusqu'à ce jour, est attesté par un principal, pour ne pas dire uniquement, profité à la Russie. Cette puissance en a retiré des avantages matériels des plus importants, tandis que la France n'a obtenu que des satisfactions de sentiment. On commente à s'étonner chez nous de la prolongation de cette situation inégale et l'on en éprouve une déception qui se fait jour dans les organes de l'opinion.

Le gouvernement russe est trop avare pour ne pas avoir remarqué ces symptômes et pour n'en pas tenir compte. Il doit comprendre que le moment est venu de provoquer à la France qu'il entend pas l'alliance qu'il lie à notre pays dans le sens d'un contrat qui ne doit porter d'avantages qu'à l'une des parties contractantes.

Il est de toute évidence qu'en matière de réformes, le ministre des affaires étrangères de venir à Paris pour visiter les autres capitales, l'empereur Nicolas a voulu complaire à la France.

De quelle nature sont les négociations qu'abordera le comte Mouraviev? Faut-il croire que son voyage n'a d'autre but que d'invoiter M. le président de la république et M. le ministre des affaires étrangères à se rendre à Saint-Petersbourg? On ne saurait l'admettre. Sans doute, cette démarche serait de nature à flatter l'amour-propre de notre gouvernement. Mais le pays, tout sensible qu'il ait été aux satisfactions de cette nature qui lui ont été données jusqu'à présent, ne trouverait pas cette compagnie d'avantages plus sérieux.

Une question des plus graves est actuellement pendante: c'est la question d'Orient. Les intérêts de la France y sont engagés autant que ceux de la Russie, mais à des titres différents. Jusqu'à présent, notre rôle est borné à rendre à notre alliée des services dont le résultat a été de prolonger une situation anarchique qui livre l'Empire ottoman à son infirmité. Tel n'est pas cependant l'intérêt de la France. Elle n'a pas d'ambitions territoriales à rechercher du côté de la Turquie. Mais il lui importe de ne pas compromettre la situation que lui donne en Orient le rôle de protecteur des chrétiens.

Il ne peut se faire qu'il assiste plus longtemps, impuissant, à l'extermination de populations sans lesquelles il a le droit d'exercer sa protection.

"Sans doute, la réclamation pour ces populations des réformes et des garanties de sécurité. Mais ces réclamations, l'événement ne le prouve que trop, n'ont qu'une portée platonique, tant qu'elles ne sont pas accompagnées de mesures propres à obtenir par la contrainte ce qu'on n'a pu obtenir autrement. L'Angleterre, dans ce but, a placé depuis longtemps sur ce terrain et la publication du Livre blanc prouve combien elle avait raison. Il est regrettable que nous ayons tant tardé à la suivre dans cette voie, la seule efficace. Il est également fâcheux que, lorsque le comte Gourchakov a proposé d'augmenter le nombre des stationnaires à Constantinople, nous ne nous soyons pas ralliés à sa proposition pour le faire triompher.

L'OPINION

M. DE CHAUDROY, ANCIEN AMBASSADEUR.

SUR LE VOYAGE DU COMTE MOURAVIEV.

Le voyage du comte Mouraviev, dit M. de Chaudroy, ne peut être considéré que comme un événement heureux. Il ne doit avoir en effet d'autre but que de confirmer et de resserrer l'alliance franco-russe. L'attachement de ce diplomate à la France, jusqu'à ce jour, est attesté par un principal, pour ne pas dire uniquement, profité à la Russie. Cette puissance en a retiré des avantages matériels des plus importants, tandis que la France n'a obtenu que des satisfactions de sentiment. On commente à s'étonner chez nous de la prolongation de cette situation inégale et l'on en éprouve une déception qui se fait jour dans les organes de l'opinion.

Le gouvernement russe est trop avare pour ne pas avoir remarqué ces symptômes et pour n'en pas tenir compte. Il doit comprendre que le moment est venu de provoquer à la France qu'il entend pas l'alliance qu'il lie à notre pays dans le sens d'un contrat qui ne doit porter d'avantages qu'à l'une des parties contractantes.

Il est de toute évidence qu'en matière de réformes, le ministre des affaires étrangères de venir à Paris pour visiter les autres capitales, l'empereur Nicolas a voulu complaire à la France.

De quelle nature sont les négociations qu'abordera le comte Mouraviev? Faut-il croire que son voyage n'a d'autre but que d'invoiter M. le président de la république et M. le ministre des affaires étrangères à se rendre à Saint-Petersbourg? On ne saurait l'admettre. Sans doute, cette démarche serait de nature à flatter l'amour-propre de notre gouvernement. Mais le pays, tout sensible qu'il ait été aux satisfactions de cette nature qui lui ont été données jusqu'à présent, ne trouverait pas cette compagnie d'avantages plus sérieux.

Une question des plus graves est actuellement pendante: c'est la question d'Orient. Les intérêts de la France y sont engagés autant que ceux de la Russie, mais à des titres différents. Jusqu'à présent, notre rôle est borné à rendre à notre alliée des services dont le résultat a été de prolonger une situation anarchique qui livre l'Empire ottoman à son infirmité. Tel n'est pas cependant l'intérêt de la France. Elle n'a pas d'ambitions territoriales à rechercher du côté de la Turquie. Mais il lui importe de ne pas compromettre la situation que lui donne en Orient le rôle de protecteur des chrétiens.

Il ne peut se faire qu'il assiste plus longtemps, impuissant, à l'extermination de populations sans lesquelles il a le droit d'exercer sa protection.

"Sans doute, la réclamation pour ces populations des réformes et des garanties de sécurité. Mais ces réclamations, l'événement ne le prouve que trop, n'ont qu'une portée platonique, tant qu'elles ne sont pas accompagnées de mesures propres à obtenir par la contrainte ce qu'on n'a pu obtenir autrement. L'Angleterre, dans ce but, a placé depuis longtemps sur ce terrain et la publication du Livre blanc prouve combien elle avait raison. Il est regrettable que nous ayons tant tardé à la suivre dans cette voie, la seule efficace. Il est également fâcheux que, lorsque le comte Gourchakov a proposé d'augmenter le nombre des stationnaires à Constantinople, nous ne nous soyons pas ralliés à sa proposition pour le faire triompher.

DEPECHE

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGERES

Rumeur du Bombardement de La Crète.

Berlin, 8 février.—Une dépêche spéciale d'Athènes dit que les bruits courus dans cette ville que les troupes de guerre étrangères ont commencé le bombardement de la Crète, n'ont pas été confirmés.

Arrivée de l'escadre grecque à La Crète.

Athènes, Grèce, 8 février.—A son arrivée dans le port de La Canée l'escadre grecque n'a pas salué le drapeau turc.

Refus.

Berlin, 8 février.—Le correspondant de la "Gazette de Francfort" à Constantinople télégraphie que l'Allemagne a décliné la demande du sultan d'envoyer des officiers et des financiers pour réorganiser le pays, comme inopportune.

La Bote à Johannesburg.

Johannesburg, Transvaal.—7 février.—Délai dans la transmission.—Dans la bataille entre Joe Goddard, d'Amsterville, et Nick Dooley, la nuit dernière, le premier a gagné avant la fin du second "round".

A Heraklion.

Rome, Italie, 8 février.—Une dépêche de La Canée dit que les mensonges d'Heraklion, île de Crète, ont été démentis par deux mille familles.

L'ordre rétabli à La Canée.

La Canée, île de Crète, 8 février.—L'ordre est rétabli dans la ville. Les incendies ont été définitivement éteints.

L'Union de la Grèce et de l'île de Crète.

Athènes, Grèce, 8 février.—Une dépêche de La Canée reçue ce soir à Athènes annonce que les chrétiens ont unifié le drapeau grec, ont proclamé l'union de l'île de Crète et de la Grèce et ont invité le roi de ce pays à en prendre possession.

NOUVELLES AMERICAINES

Vote du Président annuel.

Washington, 8 février.—Par 57 voix contre 1, celle de M. Caffery, de la Louisiane, le Sénat a annulé aujourd'hui le veto du président à la loi ordonnant une nouvelle division du district judiciaire de l'est du Texas.

Le Secrétaire Garlisa.

Louisville, Kentucky, 8 février.—Le correspondant du Times de Louisville à Washington télégraphie que le secrétaire Garlisa a définitivement résolu de s'établir à New York et s'y occuper de l'étranger.

Arrivée des navires de l'escadre américaine à Charleston.

Charleston, Caroline du sud, 8 février.—Le Maine, la Columbia et l'Amphitrite sont arrivés à Charleston à midi.

Le Secrétaire Garlisa.

Louisville, Kentucky, 8 février.—Le correspondant du Times de Louisville à Washington télégraphie que le secrétaire Garlisa a définitivement résolu de s'établir à New York et s'y occuper de l'étranger.

Les Reformes Cubaines.

Washington, 8 février.—Aucune colonie dans le monde entier, à l'exception du Canada et des Nouvelles Galles du Sud, n'aura une aussi grande liberté que l'île de Cuba, quand le nouveau plan de réformes sera mis à exécution, a dit hier soir le ministre de Cuba, ministre d'Espagne à Washington.

Le ministre avait devant lui le texte complet des réformes du système de gouvernement de Cuba, tel qu'il a été publié hier à Madrid, et c'est après avoir analysé le document qu'il a tiré la conclusion indiquée plus haut.

Le ministre Dupuy de Lôme a exposé aussi le préambule du projet.

Il fait l'historique politique de l'insurrection qui a été depuis le commencement, dit-il, d'un caractère révolutionnaire.

«Ce sont des causes de cette insurrection a été la faiblesse croissante dans la faiblesse de l'Espagne, faiblesse qui pensant les insurgés, devait empêcher la métropole de réprimer le soulèvement; une autre cause a été la méfiance dans la possibilité d'arriver à l'autonomie administrative par des moyens pacifiques.

Le préambule dit que la guerre, malgré toutes les erreurs commises, a été fructueuse en leçons sévères, et qu'elle a démontré qu'en somme des progrès pacifiques et constants sont préférables à un triomphe violent, quelque soit celui qui l'obtient.

Il est ajouté dans plusieurs paragraphes que quoique l'Espagne ait été obligée d'apporter un délai à l'induction d'amples réformes dans le régime administratif elle n'a jamais abandonné l'idée d'appliquer les réformes votées par les Cortès, et qu'elle a toujours compris la nécessité de les mettre sous une forme qui donnerait satisfaction aux espagnols et aux cubains.

«En donnant à l'île une personnalité économique administrative d'un caractère local, qui accorderait clairement aux pouvoirs locaux le droit de gouverner leurs propres affaires, tout en maintenant intact le droit de souveraineté et les conditions nécessaires pour son maintien.

L'Espagne a désiré satisfaire les désirs des Cubains qui veulent expérimentier ce que les Anglais appellent le "self government" autonome et que les Espagnols appellent grande décentralisation, qui donnera au pays la plus grande partie de son administration et la responsabilité de ses actes.

Ce document rappelle aussi le message fait dans le message du trône et celle du président du conseil à la chambre des députés. En même temps il assure l'exactitude de la loi de réformes par tous les gouvernements qui pourront gouverner à la tête de l'Espagne, et comme garantie de la loyauté du gouvernement actuel il cite l'histoire de son président, qui a été le premier à prendre des mesures pour la suppression de l'esclavage, qui a donné à l'île de Cuba, peu de temps après la capitulation de Zanjón, les droits politiques de la constitution, et qui, le 19 mars 1895, aida les Cortès à adopter les lois de réformes.

Le préambule continue en disant que par le présent décret le gouvernement s'accomplira tout ce que l'Espagne peut faire pour hâter la fin des maux de Cuba.

L'application des réformes ne dépend que des insurgés. Si convaincus de l'inutilité de leur tentative, ils déploient la ruine et la démolition de leur terre natale, ce sera le moment pour l'Espagne de leur montrer sa générosité, disposée comme elle l'est et l'a toujours été à leur ouvrir ses bras.

Si les insurgés n'apprécient pas convenablement ces concessions à l'île de Cuba le gouvernement actuel continuera la guerre pour la défense de la souveraineté de l'Espagne avec la même énergie que jusqu'à présent.

Le gouvernement, prend plus loin le préambule, prend la responsabilité d'assumer les fonctions de pouvoir législatif et annonce qu'il demandera aux Cortès le vote d'une loi d'indemnité. Il dit aussi que les seuls points réservés pour une résolution subséquente du parlement sont la détermination des dépenses impériales et l'organisation du judiciaire et des réformes électorales.

Cet important document se termine par le paragraphe suivant: Le gouvernement n'a pas des motifs éphémères pour fixer le temps qui s'écoulera avant l'application des réformes à Cuba et à Porto-Rico, quoique les nouvelles soient satisfaisantes et indiquent la conclusion de la paix générale. Mais quel que puisse être l'état de choses, le gouvernement estime qu'il doit se tenir prêt à les appliquer sans délai quand le moment sera venu, et, dans ce but, avis sera demandé un conseil d'Etat, quoique le gouvernement n'exécute pas le décret sans des conditions favorables pour la paix, que l'Espagne désire et ne cessera jamais de désirer, et que le monde civilisé espère.

Exposition de Machines Agricoles à Vienne.

Washington, 8 février.—A la requête du ministre d'Autriche-Hongrie à Washington, le département d'Etat a demandé au département de l'Agriculture de donner toute la publicité possible au fait qu'une exposition de machines agricoles aura lieu à Vienne, Autriche, du 9 au 14 mai 1897.

Par des arrangements spéciaux avec ce gouvernement toutes les machines américaines exposées qui resteront invendues et seront renvoyées aux Etats-Unis sans que leur valeur ait été augmentée ou sans qu'elles aient été amplies dans des unices ou par tout autre moyen, seront franches de tous droits.

Les mesures nécessaires seront prises au sujet de l'entrée en franchise et de privilèges de transport sur les chemins de fer de l'Autriche-Hongrie pour les machines envoyées d'Amérique à l'exposition.

Le Secrétaire Garlisa.

Louisville, Kentucky, 8 février.—Le correspondant du Times de Louisville à Washington télégraphie que le secrétaire Garlisa a définitivement résolu de s'établir à New York et s'y occuper de l'étranger.

Arrivée des navires de l'escadre américaine à Charleston.

Charleston, Caroline du sud, 8 février.—Le Maine, la Columbia et l'Amphitrite sont arrivés à Charleston à midi.

Le Secrétaire Garlisa.

Louisville, Kentucky, 8 février.—Le correspondant du Times de Louisville à Washington télégraphie que le secrétaire Garlisa a définitivement résolu de s'établir à New York et s'y occuper de l'étranger.

DEPECHE

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGERES

Rumeur du Bombardement de La Crète.

Berlin, 8 février.—Une dépêche spéciale d'Athènes dit que les bruits courus dans cette ville que les troupes de guerre étrangères ont commencé le bombardement de la Crète, n'ont pas été confirmés.

Arrivée de l'escadre grecque à La Crète.

Athènes, Grèce, 8 février.—A son arrivée dans le port de La Canée l'escadre grecque n'a pas salué le drapeau turc.

Refus.

Berlin, 8 février.—Le correspondant de la "Gazette de Francfort" à Constantinople télégraphie que l'Allemagne a décliné la demande du sultan d'envoyer des officiers et des financiers pour réorganiser le pays, comme inopportune.

La Bote à Johannesburg.

Johannesburg, Transvaal.—7 février.—Délai dans la transmission.—Dans la bataille entre Joe Goddard, d'Amsterville, et Nick Dooley, la nuit dernière, le premier a gagné avant la fin du second "round".

A Heraklion.

Rome, Italie, 8 février.—Une dépêche de La Canée dit que les mensonges d'Heraklion, île de Crète, ont été démentis par deux mille familles.

L'ordre rétabli à La Canée.

La Canée, île de Crète, 8 février.—L'ordre est rétabli dans la ville. Les incendies ont été définitivement éteints.

L'Union de la Grèce et de l'île de Crète.

Athènes, Grèce, 8 février.—Une dépêche de La Canée reçue ce soir à Athènes annonce que les chrétiens ont unifié le drapeau grec, ont proclamé l'union de l'île de Crète et de la Grèce et ont invité le roi de ce pays à en prendre possession.

NOUVELLES AMERICAINES

Vote du Président annuel.

Washington, 8 février.—Par 57 voix contre 1, celle de M. Caffery, de la Louisiane, le Sénat a annulé aujourd'hui le veto du président à la loi ordonnant une nouvelle division du district judiciaire de l'est du Texas.

Le Secrétaire Garlisa.

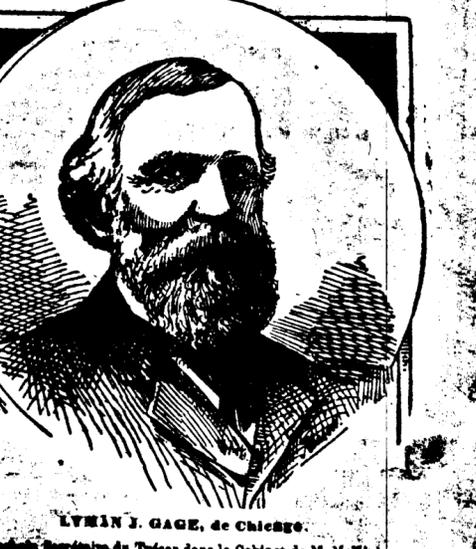
Louisville, Kentucky, 8 février.—Le correspondant du Times de Louisville à Washington télégraphie que le secrétaire Garlisa a définitivement résolu de s'établir à New York et s'y occuper de l'étranger.

Arrivée des navires de l'escadre américaine à Charleston.

Charleston, Caroline du sud, 8 février.—Le Maine, la Columbia et l'Amphitrite sont arrivés à Charleston à midi.

Le Secrétaire Garlisa.

Louisville, Kentucky, 8 février.—Le correspondant du Times de Louisville à Washington télégraphie que le secrétaire Garlisa a définitivement résolu de s'établir à New York et s'y occuper de l'étranger.



LVMIN J. GAGE, de Chicago.